

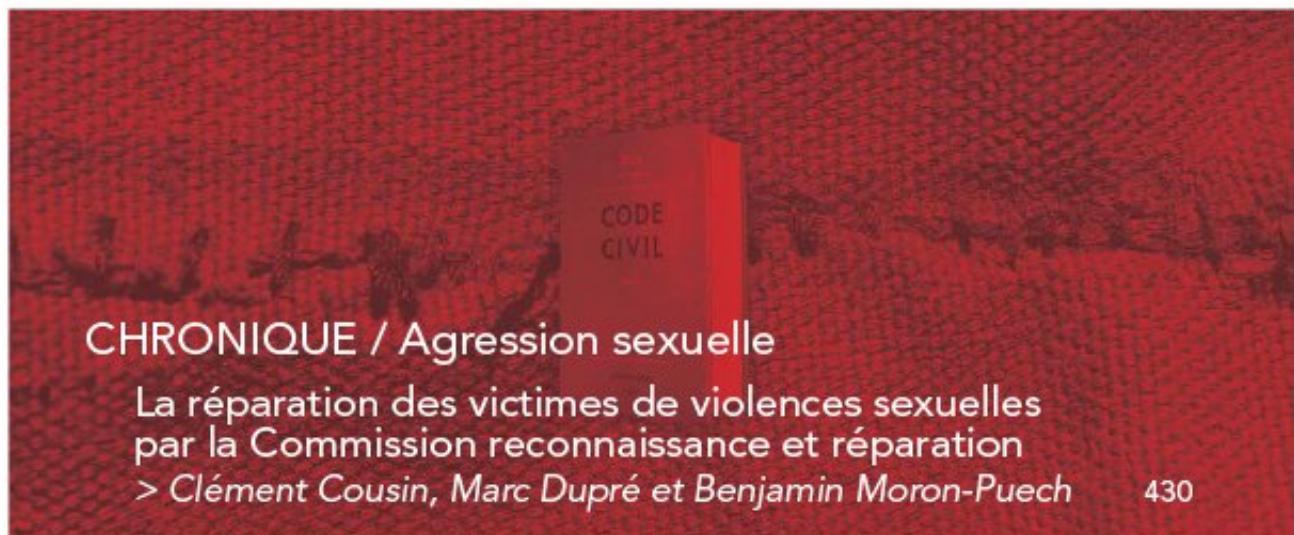
Revue des sommaires

Mercredi 6 mars 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

> hebdomadaire
200^e année
7 mars 2024
n° 9 / 8030^e
pages 417 à 472

Recueil *Dalloz*



ÉDITORIAL

417 Anatomie d'une supercherie, Jean-Pierre Marguénaud

ACTUALITÉS

421 Crédit à la consommation : action contre les héritiers de l'emprunteur
425 Géolocalisation (téléphone portable) : nécessité d'un contrôle préalable

LECTURES

427 Le droit d'une géopolitique numérique globale, Jean-Sylvestre Bergé

POINT DE VUE

428 Réformer le droit des sociétés, Jean-Jacques Daigre

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

437 **Chronique**: Le compte de cantonnement d'actifs numériques : une nouvelle exigence pour les émetteurs, Mathis Campestrin
441 **Panorama**: Contentieux familial, Mélina Douchy-Oudot
452 **Notes**: Nouvelle avancée constitutionnelle: l'obligation d'informer le tuteur ou le curateur en cas de déférément du majeur protégé, note sous Cons. const. 18 janv. 2024, Véronique Tellier-Cayrol
457 La plus-value industrielle. Acte III: accroissement des sociétés note par la plus-value industrielle

ENTRETIEN

472 Christophe Bigot - La protection renforcée des élus contre les diffamations et injures: un risque d'atteinte grave à une liberté au cœur de la société démocratique

Lefebvre Dalloz

Dalloz

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
 10 place des Vosges - CS 90358
 92072 Paris La défense Cedex
 Tél. (Rédaction) 0786620357
 www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
 KETTY DE FALCO
 DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
 CAROLINE SORDET
 DIRECTRICE « CIVIL, - PÉNAL & OUVRAGES »,
 HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESSAUX,
 BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMEAU

RÉDACTION

DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140645403)

RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (0140645379)

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (0140645284)

Laurence BREUZE-DINNAT (0140645481)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (0786620357)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 0183101010

Service publicitaire : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 0140922024 - publicite@lefeuvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

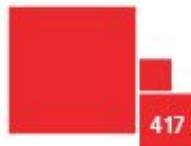
733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mars 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE



ÉDITORIAL

Jean-Pierre Marguénaud

417

Anatomie d'une supercherie



ACTUALITÉS

420

DROIT DES AFFAIRES

Commerce électronique

Signature électronique (force probante): contestation en justice, CJUE 29 févr. 2024

Concurrence-Distribution

Pratique restrictive (action du ministre): point de départ de la prescription, Com. 28 févr. 2024

Consommation

Crédit à la consommation: action contre les héritiers de l'emprunteur, TJ L'Isle, 2 févr. 2024

Tourisme (voyage à forfait): résiliation pour cause de Covid-19, CJUE 29 févr. 2024

Contrat de voyage (résiliation):

circonstances exceptionnelles et inévitables, CJUE 29 févr. 2024

Clause abusive (contrôle d'office): titre d'injonction de payer, CJUE 29 févr. 2024

Contrat d'affaires

Transport aérien (indemnisation): validité d'une cession de créance, CJUE 29 févr. 2024

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (contrat): relations entre cessionnaire et sous-exploitant, Civ. 1^{re}, 28 févr. 2024

Marque (délit d'usage): affiche ne participant pas à la « vie des affaires », Crim. 27 févr. 2024

Marque (cession de droits): action en déchéance et garantie d'éviction, Com. 28 févr. 2024

425

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Peine (confiscation): clause de réserve de propriété sur un véhicule, Crim. 28 févr. 2024

Procédure pénale

Géolocalisation (téléphone portable): nécessité d'un contrôle préalable, Crim. 27 févr. 2024

426

DROIT PUBLIC

Santé publique

Tabagisme (lutte contre): action civile

des associations, Crim. 27 févr. 2024

Hospitalisation d'office (mainlevée): programme de soins, Civ. 1^{re}, 28 févr. 2024

426

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Profession juridique et judiciaire

Avocat (sanction disciplinaire): salle d'audience de la cour d'assises, Cr. 1^{re}, 28 févr. 2024

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filière du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t



LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

427

Le droit d'une géopolitique numérique globale

Recueil Dalloz - 7 mars 2024 - n° 9

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

7 mars 2024 - n° 9 / 8030^e



POINT DE VUE

428

Réformer le droit des sociétés
par Jean-Jacques Daigne



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

430

La réparation des victimes de violences sexuelles
par la Commission reconnaissance et réparation
par Clément Cousin, Marc Dupré
et Benjamin Moron-Puech

437

Le compte de cantonnement d'actifs numériques:
une nouvelle exigence pour les émetteurs
par Mathis Campestrin

PANORAMA

441

Contentieux familial
janvier 2023 – décembre 2023
par Mélina Douchy-Oudot

NOTES

452

Nouvelle avancée constitutionnelle : l'obligation d'informer
le tuteur ou le curateur en cas de déférement du majeur
protégé, note sous Cons. const. 18 janv. 2024
par Véronique Tellier-Cayrol

457

La plus-value industrielle, Acte III : accroissement des
acquêts nets par la plus-value industrielle en régime de
participation aux acquêts, note sous Civ. 1^e, 13 déc. 2023
par Benoît Chaffois

464

Quand la gestation pour autrui n'ouvre pas droit à une
prime à la naissance..., note sous Civ. 2^e, 30 nov. 2023
par Richard Vessaud

1

2

3

ENTRETIEN

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (alienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

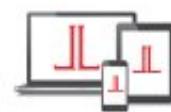
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

JURISPRUDENCE**Sociétés en général**

Restructuration d'une société, intérêt social et fraude d'un associé
Com. 1^{er} juin 2023,
note Arnaud Lecourt p. 86

Cessions d'actions

La commercialité de la cession de contrôle : une construction bancale à l'effet injuste
Com. 30 août 2023,
note Thibault Massart p. 98

Sociétés par actions simplifiées

Une intéressante leçon de droit commun des sociétés : entre clause léonine et révocation abusive
Com. 21 juin 2023,
note Thibault Ravel d'Escalon p. 102

Droit des sociétés cotées

Dérogation à l'offre publique obligatoire
Paris, 9 novembre 2023, (Orpée)
note Thierry Bonneau p. 105

Droit fiscal des sociétés

Transmission des titres d'une holding d'animation de groupe : absence d'éligibilité à l'exonération « Dutreil »
Com. 11 octobre 2023,
note François Fruleux p. 123

REVUE DES SOCIÉTÉS

Février 2024 - n° 2

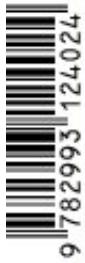
ÉTUDE

La doctrine de l'Autorité des marchés financiers (AMF), source du droit des sociétés
Thiphaine Saupin p. 71

CHRONIQUE**Chronique de droit européen des sociétés**

– *Publication du règlement délégué sur les normes d'information en matière de durabilité (directive CSRD)*

Benoit Lecourt p. 136



Lefebvre Dalloz

DALLOZ



Version numérique incluse*



Couverture | Sommaire

N° 2 - Février 2024 / SOMMAIRE

Actualités 66

par Bénédicte François

Étude 71

La doctrine de l'Autorité des marchés financiers, source du droit des sociétés
Thiphaine Saupin 71

Jurisprudence 83

Sociétés en général

Abus de majorité : la délicate caractérisation de la rupture d'égalité	
Note sous Com. 30 août 2023	
note Jean-Brice Tap	83
Restructuration d'une société, intérêt social et fraude d'un associé	
Note sous Com. 1 ^{er} juin 2023	
note Arnaud Lecourt	86
Un associé (aussi) peut invoquer la faute séparable	
Note sous Com. 24 mai 2023	
note Emeric Nicolas	90

Cessions d'actions

Cession de droits sociaux et remboursement du compte courant d'associé du cédant	
Note sous Civ. 1 ^{er} , 27 sept. 2023	
note Bernard Saintourens	94
La commercialité de la cession de contrôle : une construction bancale à l'effet injuste	
Note sous Com. 30 août 2023	
note Thibaut Massart	98

Sociétés par actions simplifiées

Une intéressante leçon de droit commun des sociétés : entre clause léonine et révocation abusive	
Note sous Com. 21 juin 2023	
note Thibault de Ravel d'Esclapon	102

Droit des sociétés cotées

Déronation à l'offre publique obligatoire	
---	--

Sociétés & procédure

Périmètre de la représentation de l'avocat et ignorance de la liquidation judiciaire de son client	
Note sous Civ. 1 ^{er} , 8 mars 2023	
note Marie Rakotovahiny	112

Commissaires aux comptes

La procédure disciplinaire des commissaires aux comptes à l'épreuve des garanties procédurales fondamentales	
Note sous Haut conseil du commissariat aux comptes, 9 févr. 2023	
note Katrin Deckert	117

Droit fiscal des sociétés

La transmission des titres d'une holding dont l'activité d'animation de groupe est seulement résiduelle n'est pas éligible à l'exonération « Dutreil »	
Note sous Com., 11 oct. 2023	
note François Fruleux	123

L'article L. 267 du livre des procédures fiscales et le code des relations entre le public et l'administration	
Note sous Com., 15 févr. 2023	
note Sébastien Jambort	129

Droit social et sociétés

Le financement exclusivement patronal de l'expertise sur le rapport relatif à l'accord de participation	
Note sous Soc. 5 avr. 2023	

Chronique de droit européen des sociétés 136

par Benoît Lecourt

Février 2024 / REVUE DES SOCIÉTÉS / 65

Revue de jurisprudence commerciale - Édition n°7

29 février 2024



Sous la direction scientifique de **Jean-Marie Leloup**, Avocat au Barreau de Paris, ancien Bâtonnier de l'Ordre de Poitiers

Rédaction :

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Perrine Cathalo, Rédactrice en droit des affaires

Concurrence

[Chronique] Chronique de droit de la concurrence

Par Muriel Chagny

Réf. : CJUE, 21 décembre 2023, aff. C-333/21, European Superleague Company c/ Fédération internationale de football association

N° Lexbase : A9323198

Entreprises en difficulté

[Le point sur...] L'interdiction d'accroissement de l'assiette des sûretés réelles après le jugement d'ouverture

Par Philippe Pétel

Fiscal général

[Textes] Commentaire de la loi de finances pour 2024

Par Arnaud de Bissy

Réf. : Loi n° 2023-1322, du 29 décembre 2023, de finances pour 2024 **N° Lexbase : L9444MKY**

Fiscalité des entreprises

[Chronique] Chronique de fiscalité des entreprises et de leurs dirigeants

Par Sabrina Le Normand-Caillère

Propriété intellectuelle

[Chronique] Chronique de droit de la propriété intellectuelle

Par Christophe Alleaume

Réf. : CA Paris, 5-1, 5 juillet 2023, n° 21-11.317 **N° Lexbase : A260799G**

Conseil éditorial :

Alain Dautriat, Juge commissaire au tribunal de commerce de Bobigny

Georges Decocq, Professeur de droit à l'Université Paris-Dauphine, co-directeur du Centre de Recherche Droit Dauphine

Sylvaine Poillot-Peruzzetto, Conseillère à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

Actualité des procédures collectives, n° 5 du 01 mars 2024

Sommaire du numéro

Repère



PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

L'action du salarié fondée sur l'article L. 1224-1 du Code du travail ne relève pas de la procédure d'insolvabilité étrangère !

N° 52 - Par Eugénie FABRIES-LECEA

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Saisine de la commission de surendettement après examen de la situation d'un entrepreneur individuel par le tribunal de la procédure collective

N° 53

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Réunion des patrimoines de l'entrepreneur ayant cessé son activité malgré lui

N° 54

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DES CRÉANCES

Naissance de la créance de recours au jour de la souscription de la garantie financière professionnelle

N° 55 - Par Karl LAFaurie

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Établissement de la connaissance de l'état de cessation des paiements du débiteur

N° 56

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS - PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

Les effets de la procédure d'insolvabilité sur un contrat de travail sont régis par la loi de l'État membre applicable au contrat de travail. L'article L. 1224-1 s'applique au transfert d'une entité économique autonome

N° 57

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

La faculté du juge judiciaire civil de trancher la contestation de la légalité d'un acte administratif : précision sur l'office du juge

N° 58 - Par Bertille GHANDOUR

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Délocalisation de l'affaire : une option de compétence non limitée par la saisine d'un TCS - le mandataire judiciaire « ès qualités » n'est pas partie à l'instance

N° 59

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Quand le liquidateur judiciaire « s'en rapporte à la Justice » : pas de prétentions en appel, pas de moyens en cassation

N° 60

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Signification de la déclaration d'appel fixé à bref délai au liquidateur judiciaire et au débiteur

N° 61

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | TECHNICIEN

Le technicien est tenu à un devoir de neutralité et d'impartialité dont le manquement entraîne la nullité du rapport

N° 62

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Modalités du recours contre la décision de la commission de surendettement sur la recevabilité du dossier

N° 63 - Par Théo SCHERER

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | SANCTIONS

Caractère limitatif des causes de déchéance des mesures de surendettement

N° 64

Contrats Concurrence Consommation, n° 3 du 01 mars 2024

Sommaire du numéro

Repère

PLATEFORMES

[Streamflation et protection du consommateur](#)

N° 3 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

[Modélisation du processus de décision judiciaire et rupture brutale de relations commerciales établies](#)

N° 11 - Par Jacques LÉVY VÉHEL

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DROIT DE LA CONCURRENCE

[Définition du marché dans les affaires de concurrence : la Commission européenne adopte une communication révisée](#)

N° 12

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | CONSOMMATION

[Du 12 au 31 janvier 2024](#)

N° 13

[Consulter le PDF](#)

Études

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

[Nouvelle directive européenne \(UE\) 2023/2225 du 18 octobre 2023 relative aux contrats de crédit aux consommateurs . - Premières réflexions](#)

N° 2 - Par Guy RAYMOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT DE LA CONCURRENCE

[Les accords de durabilité ou la promotion du développement durable par le droit des](#)

ententes

N° 3 - Par Lucas BETTONI

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CONTRATS | ENRICHISSEMENT SANS CAUSE

Subsidiarité : quid lorsqu'une autre action se heurte à un obstacle de preuve ?

N° 36 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | INTERDÉPENDANCE CONTRACTUELLE

Location financière : sort des clauses relatives au règlement des conséquences de la disparition de l'un des contrats interdépendants

N° 37 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | NULLITÉ DU CONTRAT

Il manquait une mention exigée à peine de nullité : anéantissement du contrat 6 ans après sa conclusion et son exécution

N° 38 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

Le marché de l'occasion par un revendeur hors réseau à l'épreuve du droit des marques et de la concurrence déloyale

N° 39 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

Appréciation de la soumission et du déséquilibre par la cour d'appel de Paris

N° 40 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DISTRIBUTION DE CARBURANT

Réparation des pertes d'exploitation du pompiste mandataire

N° 41 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE ABUSIVE

Évaluation du préjudice en cas de rupture fautive d'un contrat à durée déterminée

N° 42 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

Agent commercial : compétence juridictionnelle

N° 43 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RELATION COMMERCIALE AGRICOLE

Contractualisation de la relation commerciale agricole

N° 44 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | NÉGOCIATION COMMERCIALE

Notion de grossiste

N° 45 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

L'Avocate générale Kokott invite la Cour à confirmer l'arrêt Google Shopping

N° 46 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Le recours contre une décision de rejet d'engagements est recevable

N° 47 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Précisions sur l'impartialité de la Commission dans les procédures hybrides

N° 48 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

Nouvelles lignes directrices américaines sur les concentrations

N° 49 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT HORS ÉTABLISSEMENT

Connaissance des vices affectant le bon de commande et exécution du contrat : revirement de jurisprudence !

N° 50 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | APPLICATIONS NUMÉRIQUES SUR LA QUALITÉ DES PRODUITS

Applications numériques sur la qualité des produits alimentaires et cosmétiques : comment assurer protection du consommateur et loyauté de la concurrence ?

N° 51 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT HORS ÉTABLISSEMENT

La nullité du contrat emporte automatiquement le jeu des restitutions

N° 52 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | DÉMARCHAGE

Contrat hors établissement

N° 53 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Formule



CONTRAT

Bail commercial : la stipulation obligeant le preneur à exploiter de manière personnelle et continue un fonds de commerce dans les lieux loués

N° 3 - Par Cyril NOBLOT

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 9 du 04 mars 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

[« Je suis né en 1989... »](#)

N° 245 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | HOMMAGE

[Jean-Jacques Barbièri](#)

N° 246 - Par Alain COURET

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | ÉTRANGERS

[La Constitution, la loi et l'opinion](#)

N° 247 - Par Michel VERPEAUX

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

[Droit à l'image des enfants sur Internet : la loi est publiée](#)

N° 248

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

[Nouvelles dispositions relatives à l'aide sociale à l'enfance](#)

N° 249

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

[Contestation de la régularité de la consignation du prix judiciairement fixé du bien préempté](#)

N° 250

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 15 au 27 février 2024](#)

N° 251

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 18 février 2024](#)

N° 252

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Loi LOPMI : les modalités d'application de la visioplaste sont définies

N° 253

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | ENVIRONNEMENT

Le procureur de la CPI consulte sur un nouveau projet de politique pénale concernant les crimes environnementaux relevant du Statut de Rome

N° 254

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 8 au 27 février 2024

N° 255

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 22 janvier au 11 février 2024

N° 256

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

La fouille d'un véhicule en enquête préliminaire

N° 257 - Par Pierre-Jérôme DELAGE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

Entrée en vigueur le 1er mars de l'encadrement des promotions

N° 258

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉS FINANCIERS

La liberté de la presse peut être restreinte pour préserver l'équilibre des marchés financiers

N° 259

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Feuille de route 2024-2025 de l'Autorité de la concurrence

N° 260

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 15 au 27 février 2024

N° 261

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 18 février 2024

N° 262

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

La neutralisation de la confirmation tacite en droit de la consommation

N° 263 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS CIVILES IMMOBILIÈRES

Poursuites contre les associés d'une SCI : attention à l'autorité de la chose jugée !

N° 264 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL

Droit à la preuve de l'employeur : vidéosurveillance des salariés justifiée pour la protection des stocks de l'entreprise

N° 265

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Géolocalisation au travail : illicéité de la preuve en cas de non-respect des déclarations à la CNIL

N° 266

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 15 au 27 février 2024

N° 267

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 18 février 2024

N° 268

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL DISSIMULÉ

Travail dissimulé et périmètre de l'exigence du consentement de la personne, préalable à son audition

N° 269 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JEUX OLYMPIQUES 2024

Sécurisation des JOP : lancement de l'expérimentation « vidéo-intelligentes »

N° 270

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Cohabitation des sanctions fiscales et pénales

N° 271 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 15 au 27 février 2024

N° 272

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 5 au 18 février 2024

N° 273

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | DISCRIMINATION

L'employeur peut-il interdire le port de boucles d'oreilles par le salarié pendant le travail ?

N° 274 - Par Frédéric GRÉGOIRE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Des formations tournées vers les enjeux du siècle

N° 275 - Par Anaïs DANET

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | ÉTRANGERS

Réforme du droit des étrangers du 26 janvier 2024 : chronique d'une odyssée législative atypique

N° 276 - Par Vincent TCHEN

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Droit des contrats

N° 277 - Par Paul GROSSE, Dimitri HOUTCIEFF, Grégoire LOISEAU, Georges VIRASSAMY et Yves-Marie SERINET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

« Tous les coups sont-ils permis à l'audience ? »

N° 278 - Par Marguerite BAUDRY, Noé CHOVAUX PINTIAUX et Clémence LAMBOEUF

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Loi Justice : dispositions relatives à l'examen des demandes de relèvement en vigueur le 1er mars 2024

N° 279

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

JOP : dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps

N° 280

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | GREFFIERS

Revalorisation de la carrière des greffiers des services judiciaires

N° 281

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | NOTAIRES

Installation des notaires : les nouvelles cartes sont publiées

N° 282

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Spécificité de la convention d'honoraires et qualification des honoraires versés en cas de dessaisissement

N° 283

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Juge sanctionné pour ses messages sur Facebook : une atteinte à la liberté d'expression ?

N° 284

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | NOUVELLES TECHNOLOGIES

Risques encourus et bonnes pratiques : la note du CEPEJ dédiée à l'utilisation de l'IA générative

N° 285

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JURISTES D'ENTREPRISES

Confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise : le Sénat adopte la proposition de loi

N° 286

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 9 du 29 février 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



NUMÉRIQUE

3 QUESTIONS - Numérique Responsable : améliorer l'empreinte écologique et sanitaire du numérique

N° 190 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS et Sophie DE KERMENGUY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE

Définition du marché dans les affaires de concurrence : la Commission européenne adopte une communication révisée

N° 191

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE

Contentieux stratégiques : Quelle place du juge dans la cité ?

N° 192

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE

Revue Droit des sociétés

N° 193

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Influenceurs et activités publicitaires

N° 194

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | ASSURANCE

Importance du contexte professionnel dans la détermination du taux d'intérêt légal applicable

N° 195

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

Confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise : le Sénat adopte la proposition de loi

N° 196

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Cession de créances et droit de retrait litigieux : précisions apportées par la Cour de cassation

N° 197

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Cession de créances professionnelles : le cessionnaire qui demande paiement au débiteur cédé doit produire le bordereau de cession

N° 198

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

L'encadrement de la responsabilité des établissements bancaires : une obligation de vigilance raisonnable

N° 199

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le chocolatier De Neuville et sa société mère condamnés pour restrictions de vente en ligne et à la clientèle professionnelle

N° 200

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Accord du Conseil et du Parlement européen sur le report de deux ans de l'obligation de publication de certaines informations en matière de durabilité

N° 201

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

MiddleNext publie ses recommandations RSE pour 2024

N° 202

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

La liberté de la presse peut être restreinte pour préserver l'équilibre des marchés financiers

N° 203

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Durée de conservation et sécurité des données : PAP écope d'une amende de la CNIL

N° 204

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSION

Étendue du devoir de conseil de l'expert-comptable

N° 205

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Contrôle Urssaf : la prolongation de la procédure contradictoire est-elle de droit ?

N° 206 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONGÉ

Charge de la preuve de la prise des jours de RTT : une obligation qui pèse sur l'employeur

N° 207

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Droit à la preuve de l'employeur : vidéosurveillance des salariés justifiée pour la protection des stocks de l'entreprise

N° 208

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Manquement de l'employeur aux obligations de sécurité ou de prévention du harcèlement moral : pas une cause de nullité du licenciement

N° 209

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | DROIT DOUANIER

Modulation des amendes fiscales : le juge n'a pas à tenir compte de l'impécuniosité du contrevenant

N° 210

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Des formalités d'option pour l'IS de moins en moins formelles

N° 211

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Tolérance administrative pour l'application de l'aménagement du régime micro-BIC pour les activités de location de meublés de tourisme

N° 212

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

De l'importance de la nature des titres détenus par le redevable pour l'application de l'exonération d'ISF des biens professionnels

N° 213

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURE FISCALE

Garanties du contribuable vérifié : ce qui n'est pas interdit est autorisé... en toute loyauté

N° 214

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ ANONYME

AG annuelle 2024

N° 1055 - Par Marie SUPIOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Procédure de continuité ou la suite des vicissitudes du guichet unique de formalités des entreprises

N° 1056 - Par Suzel CASTAGNÉ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'application du principe non bis in idem en droit européen aux « sanctions administratives de nature pénale »

N° 1057 - Par Mélanie CESCUT-PUORE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Confirmation tacite du contrat conclu hors établissement : la reproduction lisible des mentions du Code de la consommation ne suffit plus !

N° 1058 - Par Louis FÉRIEL

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Formaliser la prévention des risques professionnels dans les procédures de réorganisation nécessitant la mise en place d'un PSE

N° 1059 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

Inscription dans un PEA des actions issues de l'exercice de BSPCE, une réponse et plusieurs interrogations

N° 1060 - Par Karima EL MOUJAHID et Geoffrey PORAS

[Consulter le PDF](#)

À la une

Le contrôle coercitif : réflexion sur une nouvelle étape du droit des violences conjugales

note par Arnaud CASADO sous CA Poitiers, ch. appels correctionnels, 31 janv. 2024 (5 arrêts)

La cour d'appel de Poitiers vient de faire sienne la notion de contrôle coercitif. Si son intégration en droit français présente une avancée certaine en tant que grille d'analyse globale des comportements infractionnels en matière de violences intra-familiales, la question de sa consécration législative dans notre corpus pénal mérite une réponse plus nuancée.



© Vladimir_AbobeStock

Actualité

Constitutionnalisation de la liberté garantie de recourir à l'IVG : c'est voté ! focus

Violences intra-familiales : « les magistrats doivent partager des connaissances conceptuelles »

entretien avec Gwenola JOLY-COZ et Eric CORBAUX

Doctrine

La prise en compte du préjudice de désœuvrement à l'œuvre

étude par Charles JOSEPH-OUDIN et Bérengère HEUZÉ-ROHFRITSCH

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Alain SAURET

Président du conseil scientifique de FIDERE Avocats

• Alexis BUGADA

Professeur à l'université d'Aix-Marseille

• Geoffroy DE RAINCOURT

Avocat au barreau de Paris, associé gérant, FIDERE Avocats

AVEC LA PARTICIPATION DE

Yvan ANGUI, Mélanie ATINDÉHOU-LAPORTE, Jessica ATTALI-COLAS, Julien BOURDOISEAU, Marina DOITHIER, Marine FERRERI, Salira HARIR, Pierre LE COHU, Géraud MÉGRET, Emma ORLANDINI, Antoine PHILIPPON, Steven RIOCHE, Delphine RONET-YAGUE, Vincent ROULET, Sophie SERENO et Christine SIHARATH



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :
Marie Bürguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnier

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

• Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplifirst Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL460f6 ■ Constitutionnalisation de la liberté garantie de recourir à l'IVG : c'est voté !	3
GPL460f4 ■ 328 millions de crédits annulés sur le budget 2024 de la justice	4
GPL460g1 ■ Pour le Conseil d'État, le secret professionnel de l'avocat n'est pas indivisible	5
GPL460f2 ■ Violences intra-familiales : « les magistrats doivent partager des connaissances conceptuelles » entretien avec Gwenola JOLY-COZ et Eric CORBAUX	7

Technique

GPL454l1 ■ Vers une refondation de la méthode de la jauge ? étude par Jean-Marc NOYER	11
--	----

Doctrine

GPL459y9 ■ La prise en compte du préjudice de désœuvrement à l'œuvre étude par Charles JOSEPH-OUDIN et Bérengère HEUZÉ-ROHFRITSCH	15
--	----

Jurisprudence

GPL460f5 ■ Le contrôle coercitif : réflexion sur une nouvelle étape du droit des violences conjugales note par Arnaud CASADO sous CA Poitiers, ch. appels correctionnels, 31 janv. 2024 (5 arrêts)	18
---	----

GPL459y8 ■ L'opposition à une ordonnance portant injonction de payer constitue un acte de saisine au sens de l'article 2241, alinéa 2, du Code civil note par Philippe CASSON sous Cass. 2 ^e civ., 18 janv. 2024	21
--	----

GPL459q7 ■ Assurance et pertes d'exploitation : quand les conjonctions de subordination viennent au secours de l'assuré note par Marie ZAFFAGNINI sous Cass. 2 ^e civ., 25 janv. 2024	24
---	----

GPL459y4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD	27
---	----

GPL459r7 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC	31
--	----

GPL459x8 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH par Catherine BERLAUD	33
--	----

GPL459q6 ■ Chronique de jurisprudence de droit des transports par Jean Arié LÉVY https://lex.so/GPL459q6	BL
---	----

Aux marches du Palais

Portrait

GPL459z0 ■ Catherine Glon, bâtonnière du barreau de Rennes	34
--	----

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE Sous la responsabilité scientifique de Alain SAURET, Alexis BUGADA et Geoffroy DE RAINCOURT	35
--	----

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DROIT COMMUN

Reprise des actes accomplis au bénéfice de la société en formation : la fin de la nullité pour erreur de plume

→ PAGE 4

Julia HEINICH

Des apports du contentieux de la rémunération des dirigeants sociaux à la compétence commerciale

→ PAGE 7

Caroline COUPET

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Devoir de vigilance : les enseignements d'une première condamnation

→ PAGE 20

Edmond SCHLUMBERGER

Le dirigeant social doit-il mentionner sa qualité ?

→ PAGE 24

Bruno DONDERO

DOCTRINE

Le contentieux des *management fees* et *management packages*

→ PAGE 60

Hervé LE NABASQUE

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

BJS202t9 • Reprise des actes accomplis au bénéfice de la société en formation : la fin de la nullité pour erreur de plume	4
Julia HEINICH – Cass. com., 29 nov. 2023, n° 22-12865, FS-BR – Cass. com., 29 nov. 2023, n° 22-21623, FS-BR – Cass. com., 29 nov. 2023, n° 22-18295, FS-BR	
BJS202v2 • Des apports du contentieux de la rémunération des dirigeants sociaux à la compétence commerciale	7
Caroline COUPET – Cass. com., 20 déc. 2023, n° 22-11185, FS-B	
BJS202v5 • L'expert de l'article 1843-4 peut déterminer deux prix... mais le juge doit choisir	11
Arnaud REYGROBELLET – Cass. com., 17 janv. 2024, n° 22-15897, F-B	
BJS202v6 • Solidarité commerciale : la pluralité de créanciers (?) et l'absence de pluralité de débiteurs	14
Antoine TADROS – Cass. com., 24 janv. 2024, n° 20-13755, F-B	
BJS202u4 • Moment de la contestation de la prise en charge de l'expertise-comptable décidée par le CSE	16
Alexis BUGADA – Cass. soc., 18 oct. 2023, n° 22-10761, F-B	

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

BJS202v9 • Devoir de vigilance : les enseignements d'une première condamnation	20
Edmond SCHLUMBERGER – TJ Paris, 5 déc. 2023, n° 21/15827, Sud PPT c/ SA La Poste	
BJS202w0 • Le dirigeant social doit-il mentionner sa qualité ?	24
Bruno DONDERO – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 22-12946, F-D – Cass. com., 20 déc. 2023, n° 22-12946, F-D	

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

BJS202u0 • Retrait d'un associé d'une SCP : les étapes d'un parcours judiciaire	28
Bernard SAINTOURENS – CA Rennes, 1 ^{re} ch., 9 janv. 2024, n° 23/02091	
BJS202t6 • Responsabilité solidaire des dirigeants en cas de recours au travail dissimulé	31
Soraya MESSAÏ-BAHRI – CA Paris, 6-13, 17 nov. 2023, n° 20/04994	
BJS202u6 • Ancienne SCI non immatriculée : ré-immatriculation possible... mais sans rétroactivité	33
Arnaud REYGROBELLET – Cass. 2 ^e civ., 30 nov. 2023, n° 21-23658, F-D	
BJS202v8 • Action en nullité d'une cession de droits sociaux : retour sur quelques points de procédure	36
Elsa GUÉGAN – CA Montpellier, 2 ^e ch. civ., 9 nov. 2023, n° 23/00777	

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

BJS202u8 • Contrôle légal : articulation d'actions en relèvement et en responsabilité	39
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 24 janv. 2024, n° 22-12340, F-B	

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

BJS202u5 • Insuffisance d'actif : responsabilité du représentant légal du dirigeant personne morale	42
Nadège JULLIAN – Cass. com., 13 déc. 2023, n° 21-14579, F–B	
BJS202v4 • Transfert de contrats de travail en France et procédure d'insolvabilité étrangère : le droit français applicable	44
Thomas MASTRULLO – Cass. soc., 20 déc. 2023, n° 21-18146, FS–B	
BJS202t7 • Connexité des créances entre une société coopérative agricole et un associé coopérateur	48
Olivier MARAUD – Cass. 3 ^e civ., 14 déc. 2023, n° 22-15598, FS–B	
BJS202t4 • La pseudo-radicalité de la sanction liée à la méconnaissance de la suspension des poursuites profitant à la caution	50
Jean-Jacques ANSAULT – Cass. com., 22 nov. 2023, n° 22-18766, F–B	
BJS202s8 • La responsabilité personnelle du dirigeant d'une société en difficulté : entre réalité et illusion	52
Marie-Laure COQUELET – CA Paris, 5-3, 9 nov. 2023, n° 21/19623	
BJS202u7 • Abus de minorité en cas de refus de reconstitution des fonds propres d'une holding	54
Laurence CAMENSULI-FEUILlard – CA Bourges, 1 ^{re} ch., 23 nov. 2023, n° 23/00727	
BJS202t8 • Fiducie-sûreté, accélération de la dette et livre VI du Code de commerce : quelle articulation ?	56
David ROBINE – CA Bordeaux, 4 ^e ch. civ., 18 déc. 2023, n° 23/04451	

DOCTRINE

BJS202u2 • Le contentieux des <i>management fees</i> et <i>management packages</i>	60
Hervé LE NABASQUE	